GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS:
 Un an, 72 fr.
 Six mois, 36 fr. | Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER:
 Le port en sus, pour les pays sans
 échange postal.

BUREAUX:
 RUE HARLAY-DU-PALAIS
 au coin du quai de l'Horloge
 à Paris.
 (Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

PROJETS DE LOIS.
JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes). *Bulletin*: Commune; bois; revendication; ancien seigneur; droits d'usage; intervention de titres. — Enregistrement; prescription de deux ans; acte sous seing privé. — Cour impériale de Paris (1^{er} ch.): Homologation de liquidation; mineurs; jugement en chambre du conseil. — Tribunal civil de la Seine (1^{er} ch.): Testament de M^{me} la comtesse du Cayla; réduction de legs rémunérateurs; domaine de Saint-Ouen légué au comte de Chambord, à son défaut à la Ville de Paris.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises de la Charente: Incendie. — Extorsion de signature. — Cour d'assises d'Eure-et-Loir: Détournements; abus de confiance.
CHRONIQUE.

PROJETS DE LOIS.

Le Corps législatif vient d'être saisi de trois projets de lois fort importants et qui réalisent une réforme depuis longtemps sollicitée.
 Le premier de ces projets donne, au juge d'instruction, le droit de donner mainlevée du mandat de dépôt par lui délivré.
 Voici comment, d'après ce projet, serait modifié l'article 94 du Code d'instruction criminelle (1):
 Après l'interrogatoire, le juge pourra décerner un mandat de dépôt.
 Dans le cours de l'instruction, il pourra, sur les conclusions conformes du procureur impérial, donner mainlevée de tout mandat de dépôt, à la charge par le prévenu de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.
 L'ordonnance de mainlevée ne pourra être attaquée par voie d'opposition.
 Le juge d'instruction pourra aussi, après avoir entendu le prévenu, et le procureur impérial, décerner, lorsque le fait emportera peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, un mandat d'arrêt dans la forme ci-après déterminée.
 Le second projet de loi règle le mode de nomination des magistrats assesseurs de la Cour d'assises dans les autres départements que ceux où siègent les Cours impériales. L'art. 253 actuel ne s'expliquait pas sur le mode de nomination de ces assesseurs. Voici comment, d'après le projet de loi présenté au Corps législatif, il serait modifié:

Art. 253. Dans les autres départements, la Cour d'assises sera composée: 1^o d'un conseiller de la Cour impériale, délégué à cet effet, et qui sera président de la Cour d'assises; 2^o de deux juges, pris, soit parmi les conseillers de la Cour impériale, lorsque celle-ci jugera convenable de les déléguer à cet effet, soit parmi les présidents ou juges du Tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises; 3^o du procureur impérial près du Tribunal ou de l'un de ses substitués, sans préjudice des dispositions contenues dans les art. 263, 271 et 284; 4^o du greffier du Tribunal ou de l'un de ses commis assermentés.

Les présidents ou juges du Tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises, appelés à faire partie de la Cour, seront désignés par le premier président, qui prendra préalablement l'avis du procureur général.
 Ces désignations seront faites et publiées selon la forme et dans les délais déterminés par les art. 79 et 80 du décret du 6 juillet 1810.
 A partir du jour de l'ouverture de la session, le président des assises pourvoira au remplacement des assesseurs régulièrement empêchés, et désignera, s'il y a lieu, les assesseurs supplémentaires.

Enfin le troisième projet de loi doit mettre fin aux difficultés auxquelles a donné lieu dans la jurisprudence l'article 781 du Code de procédure civile.
 Cet article est ainsi conçu:

Le débiteur ne pourra être arrêté:
 1^o ..., 2^o ..., etc.
 3^o Dans une maison quelconque, même dans son domicile, à moins qu'il n'ait été ainsi ordonné par le juge de paix du lieu, lequel juge de paix devra, dans ce cas, se transporter dans la maison avec l'officier ministériel.

L'article 14 du décret du 14 mars 1808, sur l'organisation des gardes du commerce, disait:

Le garde du commerce n'aura pas besoin de l'autorisation et assistance du juge de paix pour arrêter le débiteur dans son propre domicile, si l'entrée ne lui en est pas refusée.

Une jurisprudence récente avait décidé que le juge de paix ne pouvait pas, dans ce cas, être remplacé, même en vertu d'une ordonnance du juge, par un commissaire de police.

Le projet de loi est ainsi conçu:

Art. 1^{er}. Le paragraphe 3^o de l'art. 781 du Code de procédure civile est remplacé par la disposition suivante:

3^o Dans une maison quelconque, même dans son domicile, à moins qu'il n'ait été ainsi ordonné par le juge de paix du lieu, lequel juge de paix devra, dans ce cas, se transporter dans la maison avec l'officier ministériel, ou déléguer un commissaire de police.

Art. 2. L'article 14 du décret du 14 mars 1808 est abrogé.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (ch. des requêtes).

Présidence de M. Jaubert.

Bulletin du 16 janvier.

COMMUNE. — BOIS. — REVENDICATION. — ANCIEN SEIGNEUR. — DROITS D'USAGE — INTERVENTION DE TITRE.

Pour admettre l'action en revendication, formée par un ancien seigneur, de bois possédés par une commune, un arrêt a pu se fonder sur une ancienne donation faite à l'auteur du revendiquant par les anciens princes souverains de Lorraine et de Bar, lorsqu'il apparaît que cette

concession n'a pas eu lieu à titre féodal; qu'elle ne s'est pas bornée à conférer de purs droits seigneuriaux tels que ceux de haute, moyenne et basse justice, mais des droits de propriété pleine et entière sur des fonds de terre, bois, moulins, etc., lorsque, surtout, ce titre a été interprété dans le sens d'une véritable concession de propriété, par un arrêt du Parlement de Paris qui a servi principalement de base à celui qui a admis la revendication des héritiers de l'ancien propriétaire.

La commune, ainsi réputée purement usagère de ces mêmes bois, n'a pas dû être maintenue dans le droit de propriété par elle allégué, sous le prétexte qu'elle aurait interverti son titre, si sa jouissance, appréciée souverainement dans les faits qui la constituent, n'a pas changé de nature et ne présente pas les caractères d'une contradiction opposés au droit du propriétaire. La commune ne saurait faire résulter l'intervention de son titre précaire, des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, qui, en admettant qu'elles aient cet effet, relativement aux terres vaines et vagues, seraient sans application à des terrains productifs, tels que des bois.

Rejet du pourvoi de la commune de Stainville contre un arrêt de la Cour impériale de Nancy, au rapport de M. le conseiller Leroux (de Bretagne) et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin, plaidant M^{re} Mimerel.

Un second pourvoi, formé par la commune de Lavincourt contre un autre arrêt de la même Cour impériale, et présentant des questions analogues, a été rejeté à la même audience et contre la plaidoirie du même avocat.

ENREGISTREMENT. — PRESCRIPTION DE DEUX ANS. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — PRODUCTION EN JUSTICE.

I. En matière de droits d'enregistrement, la prescription de deux ans, établie par l'art. 61 de la loi du 21 frimaire an VII, n'est applicable qu'au cas où il s'agit de double droit, de perception insuffisante ou mal assise; mais relativement à la perception des droits dus sur un acte produit en justice, et sans avoir été soumis à la formalité de l'enregistrement, ce n'est que la prescription ordinaire de trente ans qu'on peut opposer à la régie.

II. On doit réputer acte écrit produit en justice celui que l'arbitre-rapporteur, nommé par le Tribunal de commerce à l'effet de lui en rendre compte, a analysé, cité dans son rapport article par article, et dont il a discuté et apprécié les termes. Il est évident que, dans ce cas, l'arbitre-rapporteur a eu l'acte sous les yeux, et que cet acte doit être considéré comme produit en justice dans sa substance et sa matérialité, et non comme un acte verbal. Il est donc possible d'un droit particulier d'enregistrement.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Bernard (de Rennes) et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin, plaidant M^{re} Rigaud. (Rejet du pourvoi des sieurs Schneider et C^o contre un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 17 mars 1853.)

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (1^{er} ch.).

Présidence de M. le premier président Delangle.

Audience des 9 et 16 janvier.

HOMOLOGATION DE LIQUIDATION. — MINEURS. — JUGEMENT EN CHAMBRE DU CONSEIL.

Dans le cas même où nulle difficulté ne s'est élevée sur le procès-verbal d'une liquidation dans laquelle figurent des mineurs, le jugement d'homologation ne peut être rendu soit sur requête collective, soit sur demande du poursuivant faite en la forme ordinaire, qu'à l'audience publique; ce jugement ne peut être prononcé en la chambre du conseil.

L'énonciation de cette décision suffit à démontrer son importance, en raison de la fréquence de son application, comme aussi par suite de la dissidence d'opinions résultant des termes du jugement et de l'arrêt rendus dans l'espèce.

M^{me} veuve Lanquetin a formé une demande en liquidation et partage de succession et communauté, après le décès de son mari qui laissait des enfants mineurs. Les opérations ont été, par jugement, renvoyées devant M^{re} Angot, notaire, et il a été procédé en présence du subrogé-tuteur, à raison de la divergence d'intérêt des mineurs avec la tutrice. La clôture s'est faite sans difficultés d'aucune part; l'avoué de la partie poursuivante a requis le renvoi à l'audience pour l'homologation; mais, attendu qu'il n'y avait aucune difficulté, le juge-commissaire a renvoyé à la chambre du conseil. Cependant la partie poursuivante a signifié ses conclusions et a appelé le subrogé-tuteur à l'audience; le jugement suivant a été rendu le 8 décembre 1854:

« Le Tribunal,
 « Attendu que le Tribunal n'est actuellement saisi, d'après le renvoi du juge commissaire, que de la question de savoir si c'est en audience publique ou devant la chambre du conseil que doit être portée par la partie poursuivante la demande en homologation de la liquidation Lanquetin;

« Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par Angot, notaire liquidateur, le 19 juillet 1854, que l'état liquidatif a été formellement approuvé tant par la veuve Lanquetin que par le subrogé-tuteur représentant ses trois enfants mineurs;

« Attendu que cette approbation ayant constaté, à l'avance, l'impossibilité de tout débat entre les parties, le contrôle de la justice, nécessaire seulement par l'état de minorité des enfants Lanquetin, doit émaner du Tribunal réuni en la chambre du conseil, cette chambre étant investie d'une juridiction spéciale dans tous les cas où il n'existe pas de contestation;

« Que ce mode de procéder, constamment suivi jusqu'à ce jour devant le Tribunal de la Seine, est indiqué par les articles 977 et 981 du Code de procédure civile;

« Qu'il résulte en effet de la combinaison de ces deux articles:

« 1^o Que c'est seulement quand une difficulté s'élève, soit dans le cours, soit à la fin des opérations de liquidation, que le juge-commissaire doit renvoyer les parties à l'audience, puisque l'indication du jour de l'ur comparution doit être mentionnée comme en matière d'ordre et de contribution, sur le procès-verbal de difficultés déposé au greffe;

« 2^o Qu'après la clôture des opérations sans contestations, les parties sont réputées présentes devant le Tribunal, lorsqu'elles comparaissent devant le notaire délégué par justice, puisqu'il n'y a lieu de les appeler à l'audience que quand elles n'ont pas toutes figuré au procès-verbal de liquidation; qu'ain-

si, lors des deux cas, soit de contestations, soit d'absence de quelqu'une des parties, l'homologation doit être poursuivie au moyen d'une requête semblable à celles énumérées dans l'article 78 du tarif de 1807;

« Attendu que quand il serait admis que, dans le cas de l'article 966 du Code de procédure civile, et lors même qu'il n'y a ni absents ni contestants, la demande en partage ne peut être introduite par une requête constatant l'accord de toutes les parties intéressées, rien ne s'oppose à ce que la procédure se termine autrement qu'elle n'a commencé; qu'en effet, de même qu'après un partage ordonné sur conclusions contradictoires, l'approbation de l'état liquidatif par toutes les parties majeures les dispenserait de l'obligation de soumettre le travail du notaire à l'homologation du Tribunal, de même l'adhésion donnée à l'approbation des autres parties par le représentant légal des mineurs, chargé de discuter leurs droits, met fin à tout débat, et doit, par cette raison, déterminer la compétence de la chambre du conseil;

« Attendu que la veuve Lanquetin, en saisissant le Tribunal par une assignation à comparaître en audience publique, ne s'est conformée ni au texte ni à l'esprit de la loi, et a fait une procédure frustratoire;

« Déclare la veuve Lanquetin, quant à présent, non-recevable en sa demande à fin d'homologation de la liquidation dont s'agit et la condamne aux dépens. »

M^{re} Paillet, avocat de M^{me} veuve Lanquetin, appelante, a dit:

La formalité de l'homologation, prescrite par l'art. 981, est précédée d'une procédure qui, depuis son origine, s'accomplit, soit pour la forme de la demande (966), soit pour l'entérinement du rapport (971), soit pour le jugement des difficultés élevées au cours de la poursuite de vente (973), soit pour la baisse de mise à prix (773), avec les caractères de contradiction et de publicité qui sont dans le vœu de la règle générale. Il n'y a nulle raison pour déroger à cette règle à l'égard du jugement d'homologation; il résulte, au contraire, des articles 970, 971, 981, que c'est au Tribunal, c'est-à-dire au même Tribunal qui jusque-là a statué publiquement, et non au Tribunal en chambre du conseil, qu'est dévolu le soin de prononcer sur l'homologation, et le débat doit d'autant plus être contradictoire que c'est la partie la plus diligente, une seule des parties, qui doit poursuivre l'homologation, ce qui exclut la demande collective, qui serait d'ailleurs impossible lorsque l'une des parties voudrait résister.

La juridiction de la chambre du conseil est d'ailleurs l'exception: « Elle est appelée, dit M. le président de Belleyme, à statuer sur les affaires dans lesquelles les demandeurs sont sans adversaires connus ou présumés. » C'est une juridiction gracieuse, lorsqu'elle prononce sur des délibérations de conseils de famille intéressant des mineurs ou sur des autorisations à des héritiers bénéficiaires ou à des curateurs (art. 438, etc.), ou sur l'adoption (435); elle est contentieuse dans les cas d'autorisation de femmes mariées (861 C. proc. civ.), de subrogation dans un ordre (779), d'affaires disciplinaires (décret du 30 mars 1808, art. 103).

Enfin, il est de principe qu'une procédure commencée devant un juge doit se terminer devant ce même juge: *Qualis ab incepto servetur ad inum et sibi constat.*

Les incidents, les exceptions qui naissent au milieu du procès appartiennent au Tribunal qui en est saisi: l'art. 490 du Code de procédure va jusqu'à soumettre aux juges qui ont rendu le jugement la requête civile présentée contre ce même jugement. Spécialement, lorsqu'il s'agit d'intérêts de mineurs, la haute surveillance du Tribunal ne leur est pas moins nécessaire pour ce qui concerne l'homologation de la liquidation que pour les formalités qui ont précédé.

Le danger d'obliger les parties à procéder par requête collective est manifeste: par exemple, un tuteur aura signé cette requête; il ne sera plus admissible à revenir contre cette adhésion, qui engagera son pupille, tandis que, si l'en était simplement rapporté à justice sur la demande formée par le poursuivant, il pourrait, au besoin, contester, ce qui serait utile au mineur en cas de découverte ultérieure d'une erreur ou d'une omission.

Le jugement attaqué invoque l'usage prétendu de la requête collective; cet usage n'est pas même uniforme au Tribunal civil de Paris, dont la 1^{re} chambre, en particulier, a statué aussi irrégulièrement sur des instances en la forme ordinaire que sur des requêtes collectives; et, d'autre part, la requête collective, en ces matières, est inconnue de nos principaux Tribunaux de première instance, Amiens, Orléans, Versailles, Rouen, Caen, etc. MM. Pigeon et Thomine Desmazures expriment des opinions conformes à cette doctrine, qui est aussi professée par un arrêt de la Cour de Rouen du 2 janvier 1841. La Cour de Paris, par son arrêt du 30 août 1838, a pareillement jugé que la décision du Tribunal, dans un cas analogue à l'espèce, était de droit commun, et par conséquent qu'il n'y avait pas lieu à procéder par requête collective.

Vainement le jugement attaqué objecte que l'adhésion du tuteur à la liquidation a détruit tout caractère de contradiction et assimilé cette situation à celle de parties majeures qui seraient d'accord et n'auraient pas besoin d'un jugement d'homologation. La comparaison n'est pas admissible, puisque l'homologation est toujours nécessaire quand il y a des mineurs, et que le consentement du tuteur ne les oblige que conditionnellement et sauf la sanction du Tribunal; or, la juridiction ne peut varier pour cette homologation; et cette juridiction n'est pas la juridiction exceptionnelle de la chambre du conseil.

Au surplus, la question, sur ce point, a été décidée; lors de la discussion de la loi du 2 juin 1844, il avait été proposé d'exiger la requête collective toutes les fois que les parties étaient d'accord; mais ce nouveau mode de procédure n'a pas été accueilli, et cette solution répond à la distinction que le Tribunal propose dans le jugement attaqué.

M^{re} Delacourte, avoué du subrogé-tuteur, s'en est rapporté à justice.

M. de la Baume, premier avocat-général, en déclarant se joindre aux conclusions de l'appelante, a fait observer, en outre, que la nécessité imposée par le Tribunal au poursuivant d'obtenir l'adhésion des autres parties par requête collective entraînait des lenteurs préjudiciables, et que, d'autre part, il importait de ne pas étendre immodérément les attributions de la chambre du conseil. S'il est vrai, dit à cet égard M. l'avocat-général, que l'extension de la juridiction des référés, par exemple, ait présenté des avantages, il n'en saurait être de même pour la juridiction de la chambre du conseil, qui fait exception à la règle générale.

Examinant les motifs du jugement, M. l'avocat-général conteste la définition qui attribue à la chambre du conseil « les affaires dans lesquelles les demandeurs sont sans adversaires connus ou présumés, » définition inexacte, puisque au nombre de ces affaires sont les demandes en autorisation de femmes mariées, dans lesquelles le mari est le contradictoire connu; les demandes en subrogation dans les poursuites d'ordre, dans lesquelles le contradictoire présumé est le poursuivant originaire; et d'autres encore.

Cette définition est encore contraire à la règle de publicité prescrite par les articles 87 et 111 du Code de procédure, et par toutes les constitutions politiques qui ont précédé ou suivi ce Code, publicité qui s'opère par la plaidoirie ou par de simples conclusions, et le rapport du juge commissaire dans les causes

mises en délibéré. Notre justice, dit ici M. l'avocat-général, est bonne à voir; elle fonctionne dans l'intérêt des magistrats eux-mêmes, et ceux qui en méditent ne l'ont vue qu'à travers le prisme de leurs passions.

On ne saurait dire que, dans le cas de liquidation sans difficultés produites devant le notaire, il n'y aurait pas de contradictoire connu ou présumé; il se peut, en effet, qu'une erreur soit découverte depuis l'approbation et la signature du procès-verbal, et par conséquent on ne peut affirmer que jusqu'au dernier moment la réclamation d'un contradictoire ne viendra pas protester contre cette erreur.

Quant à l'interprétation des articles 977 et 981 du Code de procédure, le premier de ces articles renvoie à l'audience, le deuxième au Tribunal; mais ni l'un ni l'autre ne parle de la chambre du conseil; et en exigeant la présence des parties, l'article 981 suppose la possibilité de contradiction, ce qui, d'après le Tribunal lui-même, serait exclusif de la chambre du conseil.

M. l'avocat-général, par ces divers motifs, conclut à l'infirmité du jugement.

Conformément à ces conclusions et après une assez longue délibération,

« La Cour,
 « Considérant que la loi ne prescrit point de formes particulières pour les demandes en partage; qu'elles constituent dès lors des instances qui doivent être suivies conformément aux règles ordinaires de la procédure;

« Considérant, en outre, que la publicité est de l'essence des jugements; que, sauf les cas réservés, ils doivent être rendus à l'audience; que leur validité tient à l'accomplissement de cette condition;

« Qu'aucune disposition ne soustrait à la publicité les homologations de partages dans lesquels figurent des mineurs;

« Qu'il résulte, au contraire, de la même entente et de la combinaison des art. 966, 969, 981 du Code de procédure, que les jugements d'homologation ne peuvent être rendus qu'à l'audience, quel que soit en définitive l'état de l'instance, les formes constitutives des jugements ne pouvant, hors des cas prévus par le législateur, subir des modifications;

« Considérant d'ailleurs que rien ne s'oppose à ce que les parties, quand le partage ne soulève aucune difficulté, présentent une requête collective, et que le Tribunal, sur le rapport du juge-commissaire et sur les conclusions du ministère public, statue sans autre procédure à l'audience publique;

« Que, si elles suivent d'autres errements, c'est au Tribunal de veiller à ce qu'il n'y ait pas de significations frustratoires et d'empêcher que les copartageants ne soient exposés à des frais que leur accord rend sans objet;

« Infirme; déclare que la demande a été régulièrement suivie; en conséquence, renvoie, pour y être statué, la cause et les parties devant le Tribunal de première instance de Paris, composé de juges autres que ceux dont émane le jugement réformé, etc. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{er} ch.).

Présidence de M. de Belleyme.

Audiences des 22, 30 décembre et 10 janvier.

TESTAMENT DE M^{me} LA CONTESSE DU CAYLA. — RÉDUCTION DE LEGS RÉMUNÉRATOIRES. — DOMAINE DE SAINT-OUEN LÉGUÉ AU COMTE DE CHAMBORD, À SON DÉFAUT À LA VILLE DE PARIS.

Le 25 avril 1825, M^{me} du Cayla s'alliait à l'une des grandes familles de France; sa fille épousait M. de Beauvau, prince de Craon. La famille royale et des personnalités considérables signaient le contrat de mariage passé devant M^{re} Leroy et Chapelier, notaires à Paris.

Voici les plus notables dispositions de cet acte:

M. Henri-Etienne-Edmond-Victorien de Beauvau, prince de Craon, chevalier de la Légion d'Honneur, d'une part;
 Monseigneur Marc-Etienne-Gabriel de Beauvau, prince de Beauvau et du Saint-Empire, grand d'Espagne de première classe;

Et M^{me} Nathalie-Henriette-Victorienne de Rochechouart de Mortemart, princesse de Beauvau, son épouse, d'autre part;

M. Achille-Pierre-Antoine de Baschi, comte du Cayla, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis;
 Et M^{me} Zoé-Victoire Talon, comtesse du Cayla, son épouse, d'avec lui séparée de corps et de biens;

M. le comte du Cayla stipulant comme assistant et autorisant M^{lle} sa fille, qu'à cause de la dot qu'elle va lui constituer ci après, d'autre part;

Et M^{me} la comtesse du Cayla stipulant tant comme assistant et autorisant M^{lle} sa fille, qu'à cause de la dot qu'elle va lui constituer ci après, d'autre part;

Et M^{lle} Ugoine-Louise-Joséphine-Valentine de Baschi du Cayla, sa fille mineure.
 Et M^{me} la comtesse du Cayla stipulant tant comme assistant et autorisant M^{lle} sa fille, qu'à cause de la dot qu'elle va lui constituer ci après, d'autre part;

Et M^{lle} Ugoine-Louise-Joséphine-Valentine de Baschi du Cayla, demeurant à Paris, chez madame sa mère, encore d'autre part;

Lesquels, dans la vue du mariage projeté entre M. Henri-Etienne-Edmond-Victorien de Beauvau, prince de Craon, et M^{lle} Ugoine-Louise-Joséphine-Valentine de Baschi du Cayla, et dont la célébration doit avoir lieu incessamment, ont préalablement arrêté entre eux les clauses et conditions civiles de cette union de la manière et ainsi qu'il suit:

De l'agrément de Sa Majesté Charles X, roi de France et de Navarre,

De Monseigneur le Dauphin et de Madame la Dauphine, Et de son Altesse Royale Madame, duchesse de Berry;

Et en présence de leurs parents et amis ci-après nommés, savoir, etc., etc.

Suivent les principales dispositions dont voici le texte:

Il y aura communauté de biens entre les futurs époux. Ils ne seront néanmoins pas tenus des dettes et hypothèques l'un de l'autre antérieures à la célébration du mariage.

M. le prince et M^{me} la princesse de Beauvau donnent et constituent en dot, conjointement et chacun pour moitié, en avancement sur leurs successions futures, à M. leur fils, qui l'accepte:

Douze mille francs de rente annuelle et perpétuelle, au capital de 240,000 fr.

A la sûreté et garantie de ladite rente de 12,000 francs ci-dessus constituée en dot, M. le prince et M^{me} la princesse de Beauvau affectent, obligent et hypothèquent spécialement:

1^o La terre de Craon, située sur la commune de Harroué, Vezelise et autres, arrondissement de Nancy, département de la Meurthe, laquelle terre, exception faite du château et du parc, qui ne sont pas compris dans la présente affectation hypothécaire, consiste en plusieurs fermes, dont deux dites d'Harroué, une dite d'Affracourt, une dite d'Autray, une dite de la Neuville, une dite de Hamainville, une dite de Saint-Remy-Remond, plusieurs moulins, prés, bois et pâtures; le tout situé dans les communes susdites et environnantes...

M^{me} la comtesse du Cayla donne et constitue personnellement en dot à la future épouse, qui l'accepte, en avancement d'hoirs:

1^o Un trousseau d'une valeur de 15,000 fr. qui sera remis

la veille du mariage, et dont l'acte de célébration vaudra décharge;

2° Une somme capitale de 80,000 fr., qu'elle promet et s'oblige de payer à la future épouse à ses bons points et aise-

ments, mais à la charge de la prévenir trois mois d'avance, et jusqu'au remboursement de ladite somme elle s'oblige d'en payer les intérêts à raison de 5 pour 100 par an, sans retenues, de six en six mois, à partir du jour de la célébration du mariage.

A la sûreté et garantie du paiement de ladite somme de 80,000 francs en capital et intérêts, M^{me} la comtesse du Cayla affecte, oblige et hypothèque spécialement la terre et domaine de Benon, situés communs de ce nom et autres environnantes, arrondissement de la Rochelle, département de la Charente-Inférieure, consistant : 1° en un château et dépendances; 2° la forêt de Benon; 3° les marais desséchés de la Boère; 4° et les rentes, redevances et droits dudit domaine, qui contiennent 2,320 hectares.

Sur lesquels biens M^{me} la comtesse du Cayla consent qu'il soit pris inscription.

M^{me} la comtesse du Cayla se réserve le droit de retour des biens par elle donnés et constitués en dot, pour le cas où la future épouse viendrait à décéder avant madame sa mère sans enfants, comme aussi pour le cas où les enfants qu'elle aurait laissés viendraient à décéder avant leur aïeule maternelle sans postérité.

Nonobstant cette convention de droit de retour, les clauses et avantages stipulés ci-après en faveur du futur époux recevront leur exécution.

En outre, M^{me} la comtesse du Cayla s'oblige, pendant sa vie, de loger et nourrir chez elle, soit à Paris, soit dans ses terres, les futurs époux, leurs enfants, une femme de chambre et une bonne d'enfants. Elle pourra, si bon lui semble, s'affranchir de cette obligation en payant annuellement auxdits futurs époux une pension annuelle de 5,000 fr. Si, au contraire, les futurs époux veulent se séparer de M^{me} la comtesse du Cayla, elle ne sera tenue de leur payer qu'une pension annuelle de 3,000 fr.

Enfin M^{me} la comtesse du Cayla promet et s'oblige, pour le cas où d'ici à trois ans la fortune de ladite épouse ne serait pas augmentée, soit au moyen d'une succession qu'elle recueillerait, soit par une donation ou un legs qui lui serait fait,

A servir et payer aux futurs époux une rente annuelle de 3,000 fr., exempte de toutes retenues, payable de six mois en six mois, à partir de l'échéance de trois ans de ce jour;

Laquelle rente sera alors payée par M^{me} la comtesse du Cayla auxdits futurs époux, jusqu'à ce que mademoiselle sa fille recueille une succession, un don ou un legs.

M^{me} la comtesse du Cayla assure à mademoiselle sa fille, future épouse, sa part et portion virile intégrale dans les biens meubles et immeubles qui composeront sa succession, distraction faite seulement du domaine de Saint-Ouen, près Paris, tel qu'il se poursuit et comporte, avec les meubles et tableaux qui le garnissent, et qu'elle se réserve de pouvoir donner à titre de préciput et hors part à monsieur son fils.

Le 26 avril 1828 décéda le fils de M^{me} du Cayla. Par des motifs contestés aux débats, la méintelligence s'était m^{me} entre M^{me} du Cayla d'une part, M. le prince et la princesse de Beauvau de l'autre. Des circonstances avaient envenimé les difficultés, et M^{me} du Cayla, dans son irritation, avait résolu de réduire à la limite la plus extrême les droits de celle-ci dans sa succession. Cette pensée d'exhérédation se trouve révélée par les actes qui suivent:

M^{me} du Cayla, en effet décédée le 19 mars 1852, avait confié à un sieur Bidard un testament que celui-ci déposa entre les mains de M^e Vieville, notaire. Cette pièce est ainsi conçue:

Ceci est mon testament. Je laisse à M. Louis-Hypolite Bidard, demeurant présentement rue de Las-Cases, 12, faubourg Saint-Germain, tout ce dont la loi me permet de disposer dans tous les biens meubles et immeubles qui m'appartiennent au jour de mon décès, pour par lui en jouir et disposer en toute propriété à partir du jour de ma mort.

Signé: Zoé-Victoire, comtesse du CAYLA, née Talon. Paris, ce lundi vingt-deux juillet mil huit cent quarante-quatre (22 juillet 1844).

Fait rue Saint-Dominique, n° 36, faubourg Saint-Germain. J'abroge tout testament et codicille antérieurs au présent testament.

Paris, ce 22 juillet 1844. Signée: comtesse du CAYLA, née Talon.

Mais au cours de l'inventaire, un second testament, postérieur en date au premier, est déposé encore par le même M. Bidard. Ce testament, curieux par les souvenirs qu'il rappelle, était ainsi conçu. Il était adressé à M. Bidard.

Nous voici au 12 janvier 1850. Les années filent, et c'est la troisième fois que j'écris, Monsieur, mes instructions pour vous, croyant toujours que l'année qui suivra apportera une amélioration dans ma position, et que je pourrai vous laisser moins d'embarras.

Vous avez bien voulu vous charger d'exécuter mes dernières volontés, et c'est à vous seul que je dois la sécurité de ne faire tort à aucune des personnes qui se sont intéressées à moi. Je vous ai dû du courage, parce que je vous ai dû la tranquillité dans ma conscience. Ces devoirs-là ne s'acquittent jamais que par l'estime et l'affection.

A vous donc, Monsieur, la mission de rendre tout ce qui m'a été prêté et de payer ce que je dois, ainsi que de remettre les legs que je fais, et qui vont être détaillés ci-après.

M. Lecomte, ancien concierge des Tuileries, dont les arrêtés de compte signés par moi vous disent la quotité.

Vous donnerez à M. Baudry, après comptes faits, une bague de 5,000 fr.

Depuis bien des années, M^{me} Ferbach, née Joséphine Roussillon, connaissant ma position, ainsi que miss Durbin, n'ont point touché ce que je leur devais annuellement, ne prenant que le plus strict nécessaire. Je lègue à la première des deux une somme de quarante mille francs, et vingt-cinq mille francs à miss Durbin, vingt mille francs; à Ignace Ferbach, vingt mille francs; à François Jané, cinq mille francs; à Chauveau, concierge à Saint-Ouen, cinq mille francs. Pour toutes les dépenses de voyage que vous avez faites pour moi, les soins, le temps que vous m'avez donné, et pour la peine que vous aurez encore à prendre après moi, je vous prie d'accepter trente mille francs. Vous aurez à payer les mémoires dus à ma mort, qui ne pourront être considérables, et les gages courants de ceux auxquels je ne fais pas de legs. Tâchez que toute ma garde-robe, telle qu'elle se comporte, passe à M^{me} Joséphine Ferbach. Observez à ma fille que je n'ai que de vieilles choses, que mes chaînes et mes dentelles ont trente et quarante ans. Si elle exige que ce soit mis à l'encan, veuillez le faire estimer, et vous lui en paierez la moitié.

Je pense qu'à mon décès vous mettrez mes biens en vente. Si la moitié de ma fortune n'est pas englobée dans les dettes et les legs, vous en ferez deux parts: une pour mon petit-fils, et sur l'autre vous rachèterez le tableau de Corinne pour l'offrir à M. le marquis Christian de Nicolay, qui vaudra bien, j'espère, l'accepter en mémoire de moi. Plus tard j'ajouterais ici quelques petits achats, dans l'espérance que des personnes qui m'ont toujours témoigné un peu d'affection voudront bien les recevoir en mémoire de toute celle que je leur avais vouée.

Telle que se comporte aujourd'hui ma fortune, je ne crois pas en avoir dépassée la quotité. Si, sur la seconde part qui n'est pas donnée à mon petit-fils, il reste un reliquat, il sera pour les petites sœurs des pauvres par moitié, et la seconde moitié pour la commune de Benon, le curé devant en disposer pour ses pauvres.

Si à ma mort le procès des Marais est gagné, je vous prie, monsieur, de racheter Saint-Ouen et de l'offrir au roi de France Henri V, avec mes hommages et mon respectueux dévouement. Si Sa Majesté le refusait, donnez-le à la ville de Paris, avec la condition de le consacrer au souvenir du roi Louis XVIII, de noble et sage autant que de grande mémoire. J'ai bien eu à souffrir pour le conserver, ainsi que j'en ai pris l'engagement vis-à-vis de Sa Majesté; mais il y a force majeure pour qu'après moi je ne puisse diriger le sort de Saint-Ouen que si je gagne le procès des Marais qui m'occupe en ce

moment.

Ma fille ne peut se plaindre: elle aura de mon côté plus du double de la fortune que j'ai reçue de mes parents. Si elle ne m'avait pas tant poursuivi et tant tourté le cœur dans tous les sens, j'aurais laissé plus encore; mais, pour être délivrée de ses huissiers, il fallait emprunter, il fallait payer des frais inutiles, tandis qu'un peu de patience arrangeait tout. La bonne volonté ne me manquait pas; mais, vous le savez, je n'avais rien, et il me fallait du temps: elle l'a toujours refusé. Compliant bien sur votre parole, je meurs tranquille, Monsieur, en vous offrant toute ma reconnaissance et remerciant Dieu d'avoir rencontré un caractère tel que le vôtre.

Je demande à être enterrée le plus simplement du monde et dans l'endroit où la mort me trouvera. J'aurais désiré être près du tombeau de mon fils; c'est chose impossible: il est au Mont-Valérien, et l'oa a muré... Sa tendresse et ses vertus ont été le bonheur de ma vie. Croyez bien que je pardonne de tout mon cœur à tous ceux qui ont pu m'affliger, comme je demande à Dieu de me pardonner tous mes péchés selon la grandeur de sa miséricorde.

Je suis là à vous écrire comme si je vous parlais et à mesure que je pense; ainsi ne soyez pas étonné si tout ne se suit pas avec méthode. C'est ainsi que j'ai oublié de vous dire de remettre au roi, mon roi, la clé du château de Pau, seul bijou qui eût du prix aux yeux du roi Louis XVIII, et qui me l'a donnée dans une circonstance bien honorable pour moi. J'ai aussi à vous parler de M. Abel Pervinquier, auquel je dois tout le procès de la forêt dans ce qui le concerne personnellement, et si l'affaire des Marais est gagnée par lui, il faudra lui remettre après la vente 40 fr. par journal, et lui renouveler l'assurance de toute ma gratitude.

Dans les afflictions qui m'ont frappée, j'ai rencontré autour de moi des amis comme il y en a peu. Je pense à eux, à tous ceux qui ont bien voulu m'aider. Je leur dis adieu, et leur demande de vouloir bien prier pour moi.

J'espère et souhaite à ma fille d'être heureuse par ses enfants. Je mourrai tranquille, monsieur, ayant vu parole et y comptant entièrement. N'oubliez pas les pauvres lors de mon pauvre enterrement. Quelques détails seront ajoutés à tout ceci, comme je le dis plus haut; mais je me suis hâtée, me sentant souffrante, de relaire encore une fois cet écrit, les dettes s'étant augmentées pendant le temps qui s'est écoulé.

Tout ceci est écrit par moi ayant toutes mes idées et me soumettant aux volontés de Dieu.

Ce douze de janvier mil huit cent cinquante.

Signé, Zoé-Victoire, née Talon, comtesse de BASCHU DE CAYLA.

Paris, 12 janvier 1850.

J'ai rayé moi-même six lignes et demie. — Paris.

Signé: T. comtesse du CAYLA.

Les 6 et 11 janvier 1853, le prince et la princesse de Craon demandèrent contre M. Bidard, les époux Ferbach, miss Durbin, M. le préfet de la Seine, les petites sœurs des pauvres, le curé et le maire de Benon, la nullité des dispositions de leur mère comme faites en violation du contrat de mariage que nous avons rapporté; puis, ils furent assignés à leur tour le 7 janvier, en délivrance de legs et en paiement de gages arriérés par les époux Ferbach et miss Durbin.

Mais à ce moment deux légataires, M. Pervinquier et le comte de Chambord, légataire du domaine de Saint-Ouen, ont décliné les donations par les deux déclarations suivantes:

Voici la première:

Je soussigné, Abel Pervinquier, avocat à la Cour impériale de Poitiers, déclare par les présentes, comme je l'avais déjà fait par lettre adressée à M^{me} la princesse de Beauvau-Craon, fille de M^{me} la comtesse du Cayla, aussitôt que j'ai appris que celle-ci avait disposé en ma faveur, renoncer pleinement et entièrement au legs que ladite dame du Cayla a cru devoir me faire par son testament, voulant et entendant laisser M^{me} la princesse de Beauvau-Craon, héritière sous bénéfice d'inventaire de M^{me} sa mère, parfaitement libre de régler et fixer comme et quand elle le jugera convenable les honoraires qui peuvent m'être dus pour les affaires dont je me suis occupé pour ladite dame comtesse du Cayla.

Poitiers, ce 6 février 1853.

Signé: Abel PERVINQUIERE.

La seconde est ainsi conçue:

Venise, 30 mars 1853.

Sur la connaissance qui nous a été donnée de la disposition contenue dans le testament olographe de M^{me} la comtesse du Cayla, en date, à Paris, du 12 janvier 1850, disposition ainsi exprimée par son légataire universel:

« Je vous prie de racheter Saint-Ouen et de l'offrir au roi de France Henri V, avec mes hommages et mon respectueux dévouement. Si Sa Majesté le refusait, donnez-le à la ville de Paris, avec la condition de le consacrer au souvenir du roi Louis XVIII. »

Nous déclarons, en appréciant comme il mérite de l'être l'hommage qui nous a été fait, qu'il est dans notre volonté de ne pas l'accepter.

Nous manifestons seulement le désir, sans rien préjuger sur les droits de l'héritier légitime de M^{me} du Cayla, qu'en cas où le legs devrait recevoir son exécution, l'usage qui en sera fait soit tel, qu'en rappelant la mémoire du roi Louis XVIII, ce château réponde par l'utilité et la grandeur de sa destination à la sollicitude que ce prince eut toujours, et que nous avons nous-même, pour la prospérité et la gloire de la ville de Paris.

Enfin les petites sœurs des pauvres, communauté religieuse non légalement reconnue, ont déclaré aussi renoncer à profiter du legs qui leur avait été fait.

Mais la ville de Paris, dont le droit se trouvait ouvert par suite du refus du comte de Chambord, a réclamé le domaine de Saint-Ouen, en se fondant sur ce que l'institution contractuelle faite au profit de M^{me} du Craon ne portait que sur la moitié des biens de M^{me} du Cayla, et sur ce que le domaine réclamé avait été excepté de l'institution contractuelle. Les autres légataires ont demandé la délivrance de leurs legs.

Sur ces demandes, les époux de Beauvau ont opposé l'institution contractuelle et demandé la réduction des legs faits pour cause rémunératoire.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Ploquet pour le prince et la princesse de Craon, M^e Chaix-d'Est-Ange pour la ville de Paris, M^e Senard pour les époux Ferbach, M^e Landrin pour Bidard, et M^e de Magneville pour d'autres légataires, et les conclusions de M. Moignon, substitut du procureur impérial, a rendu le jugement suivant:

« En ce qui touche l'interprétation du contrat de mariage: « Attendu que, par le contrat de mariage du 6 avril 1825, la comtesse du Cayla a assuré à sa fille, future épouse, sa part et portion virile intégrale dans les biens meubles et immeubles qui composaient sa succession, distraction faite seulement du domaine de Saint-Ouen, qu'elle se réserve de pouvoir donner, à titre de préciput et hors part, à son fils;

« Attendu que la comtesse du Cayla s'est interdite par cette clause la faculté de faire ultérieurement, sauf l'exception stipulée, aucune disposition entre-vifs ou testamentaire au préjudice de la part et portion virile de sa fille dans sa succession, ainsi qu'il est expliqué par l'art. 1083 du Code Napoléon;

« Attendu que la comtesse du Cayla n'a pas usé de la faculté qu'elle s'était réservée de disposer du domaine de Saint-Ouen en faveur de son fils, lequel est décédé avant sa mère;

« Attendu que, par l'effet de ce précédé, la part et portion virile de la princesse de Craon, dans la succession maternelle, s'est trouvée être, à défaut d'aucun autre héritier qui vint concourir avec elle, un droit à la totalité de la succession;

« Attendu qu'elle a ce droit de son chef et non comme le tenant de son frère précédé, au profit duquel aucun droit à la succession maternelle n'a pu s'ouvrir;

« Attendu dès lors qu'encre bien que la comtesse du Cayla ait conservé jusqu'au décès de son fils le droit de disposer de tout ce qui excédait la part de la princesse de Craon dans la réserve légale, cette faculté de disposer, dont elle s'était dé-

pouillée à l'égard de la princesse de Craon, a cessé dès que le droit héréditaire de celle-ci a été de la totalité, et non plus de la moitié seulement;

« Attendu que la famille de Beauvau s'était liée, dans le contrat de mariage, par des stipulations semblables assurant au prince de Craon (sauf aussi une exception expressément stipulée), non pas seulement une quotité déterminée dans la succession de ses père et mère de l'égalité de part dans le disponible, mais bien l'intégralité de sa part et portion virile, c'est-à-dire les deux successions entières, s'il se trouvait unique héritier;

« Attendu conséquemment que le mariage a été contracté sous la foi de ces conventions réciproques; qu'il suit de là que la comtesse du Cayla n'a pu disposer valablement qu'à titre rémunératoire;

« En ce qui touche le domaine de Saint-Ouen:

« Attendu que le légataire appelé en premier ordre à recueillir le domaine de Saint-Ouen a déclaré ne pas l'accepter;

« Attendu que la ville de Paris réclame ce legs comme étant appelé en cas de refus du premier légataire;

« Attendu que, d'après ce qui précède, ce legs n'ayant aucun caractère de disposition rémunératoire, est nul comme fait au préjudice de l'institution contractuelle à laquelle il n'avait été stipulé d'exception qu'en faveur et dans l'intérêt du fils de la comtesse du Cayla;

« En ce qui touche les legs faits à Bidard, époux Ferbach, fille Durbin et pauvres:

« Attendu que les dispositions rémunératoires faites au préjudice d'une institution contractuelle ne sont permises par la loi que pour des sommes modiques;

« Que les legs réclamés excèdent évidemment cette limite et paraissent avoir été faits par la testatrice dans l'opinion erronée qu'elle pouvait disposer d'une portion notable de sa succession;

« Qu'il y a donc lieu de réduire ces dispositions dans de justes bornes;

« Qu'à cet égard, la princesse de Craon a déclaré s'en rapporter à justice;

« En ce qui touche les gages:

« Attendu qu'au moyen de cette réduction, les gages ne se confondent pas avec les legs, qu'ainsi la succession bénéficiaire en demeurera gravée;

« En ce qui touche les legs faits aux petites sœurs des pauvres et au curé de Benon:

« Attendu que ceux qui peuvent être considérés comme intéressés à ces dispositions y ont renoncé;

« Par ces motifs,

« Déclare nul et de nul effet le legs du domaine de Saint-Ouen contenu au testament du 12 janvier 1850; déclare la ville de Paris mal fondée dans sa demande et l'en déboute;

« Réduit les legs faits à Bidard à 10,000 fr.,

« Celui de Ferbach à 5,000 fr.,

« Celui de la femme Ferbach à 1,000 fr. de rente viagère,

« Celui de la fille Durbin à 800 fr. de rente viagère,

« Celui de Jeanne à 200 fr. de rente viagère. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA CHARENTE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Dupérier de Larsan, conseiller à la Cour impériale de Bordeaux.

Audience du 28 novembre.

INCENDIE.

L'accusé Jacques Barraud est âgé de cinquante ans environ; il exerçait, avant son arrestation, la profession d'aubergiste dans un des faubourgs de Larocheffoucauld. On l'accuse d'avoir mis le feu à sa propre maison.

Barraud a la chevelure toute grisonnante; son front est couvert par ses cheveux qui retombent presque sur ses yeux. Il porte le costume des artisans de la campagne; il assiste avec calme aux débats.

Voici les faits relatés dans l'acte d'accusation:

« Dans la nuit du 8 au 9 juillet dernier, un incendie éclata entre minuit et une heure dans un hangar situé à Saint-Florent, faubourg de Larocheffoucauld, et appartenant au nommé Jacques Barraud, aubergiste dans cette ville.

« Ce hangar, limité d'un côté par la rue du Pont-St-Florent, s'ouvre sur une cour appartenant à Barraud; il est contigu, d'autre part, à une maison qui est aussi la propriété de Barraud et occupée par de nombreux locataires; d'autre part à la maison du nommé Régulier. On ne peut arriver sous le hangar ou dans la cour que par deux entrées: 1° par un portail donnant sur la rue Saint-Florent; 2° par une petite porte s'ouvrant sur le jardin de Barraud, placé derrière la maison, à l'issue du corridor de cette maison habituellement ouverte.

« Le hangar incendié était rempli de planches dont Barraud faisait le commerce. Le feu s'était déclaré à l'angle formé par le mur de la rue et celui d'un bâtiment voisin, au milieu de planches appuyées contre ce dernier mur. Bien-ôt le feu se communiqua à la toiture, mais de prompts secours en arrêtèrent les progrès, et il n'occasionna que des dégâts peu considérables. L'opinion générale attribua immédiatement cet incendie à la malveillance, et bientôt Barraud fut considéré comme l'auteur volontaire de ce sinistre. Les deux seules portes, en effet, qui permettent l'accès des lieux incendiés sont toujours fermées, et Barraud seul a les clés à sa disposition. Cet individu, d'ailleurs, a la plus mauvaise réputation dans le pays. Déjà même la rumeur publique l'accusé de s'être incendié lui-même il y a quelques années, pour tirer profit de son contrat d'assurance.

« Barraud ayant été mandé, le 10 juillet, par le juge de paix, ce magistrat lui demanda s'il n'était pas allé, le soir de l'incendie, sous son hangar. Barraud reconnut y être allé deux fois: la première fois vers cinq heures, la seconde entre sept et huit heures, ajoutant qu'il s'était mis au lit au retour de cette seconde course. La femme de Barraud et sa domestique, Marie Mounier, interrogées à leur tour, déclarèrent que Barraud n'était allé qu'une seule fois à Saint-Florent; qu'à son retour il avait soupé, et que, se sentant indisposé, il s'était couché presque immédiatement après.

« L'instruction a démontré que, dans la soirée du 9 juillet, entre huit heures et huit heures et demie, plusieurs personnes avaient rencontré Barraud dans les rues de Larocheffoucauld et paraissant se diriger de son domicile vers le faubourg Saint-Florent.

« Les locataires de la maison contiguë au hangar le virent plusieurs fois pénétrer dans sa cour, soit par le portail, soit par la petite porte. Un témoignage précis prouve de la façon la plus évidente le mensonge de l'accusé lorsqu'il soutient qu'il s'est couché vers huit ou huit heures et demie. En effet, le sieur Valcke, dans la soirée de l'incendie, entre les dix et onze heures, rencontra l'accusé venant du côté de son domicile et se dirigeant vers Saint-Florent. Il ajouta que, passant entre minuit et une heure devant le hangar de Barraud, il entendit dans l'intérieur le bruit d'un homme cassant des branches d'arbre; il s'arrêta un instant, mais le bruit ayant cessé, il continua son chemin.

« Lorsque le juge de paix procéda à la visite des lieux incendiés aussitôt après l'incendie, il remarqua parmi les débris des branches brûlées, plusieurs morceaux de branches de vergue. Or, il est à remarquer que le hangar et la cour ne contenaient pas un seul morceau de bois de cette espèce, tandis que Barraud en avait, au contraire, une assez grande quantité à son domicile.

« Le hangar incendié et les marchandises qu'il renfermait, ainsi que la maison contiguë, étaient assurés depuis le 8 février à la compagnie la Paternelle.

« La police d'assurance fournit une nouvelle charge contre l'accusé, en établissant l'intérêt qu'il avait à commettre le crime. Aux termes de cette police, en effet, la maison, le hangar et les marchandises qui y étaient enfermées étaient assurées pour une valeur de 14,000 fr. Or, il résulte de l'expertise à laquelle il a été procédé depuis l'incendie que les biens assurés n'avaient pas même une valeur de 5,000 fr. Enfin cette police présente une clause tout à fait inusitée, surtout dans les petites localités. Barraud s'était, en outre, assuré contre le recours des voisins, en cas de communication d'incendie; ce chiffre figure pour une valeur de 14,000 fr. »

Dans l'instruction, Barraud a persisté à nier le crime qui lui était imputé, et aujourd'hui, à l'audience, il persiste plus que jamais dans ses dénégations.

Pour faciliter l'intelligence de cette affaire à MM. les jurés, M. le président leur fait remettre un plan des lieux incendiés, qui a été dressé à cet effet aussitôt après le sinistre.

On entend ensuite un grand nombre de témoins assignés à la requête du ministère public. Ces témoins déposent des faits dont ils ont déjà déposé dans le cours de l'instruction, et qui se trouvent consignés dans l'acte d'accusation.

Quelques témoins à décharge, cités sur la demande de l'accusé, sont ensuite entendus; leur déposition n'offre que peu d'intérêt.

M. le procureur impérial prend ensuite la parole et soutient énergiquement l'accusation. M^e Georgeon présente la défense de l'accusé. Lorsque sa plaidoirie est terminée, il est déjà cinq heures, et M. le président renvoie la suite des débats à huit heures.

A la reprise de l'audience, on entend les répliques du ministère public et de la défense.

A la lecture des questions posées au jury, M^e Georgeon prend de nouveau la parole et pose des conclusions tendant à faire écarter la circonstance de maison habitée, relevée dans l'acte d'accusation. Ces conclusions sont combattues par M. le procureur impérial et rejetées par arrêt de la Cour.

A dix heures, MM. les jurés entrent dans la chambre de leurs délibérations, d'où ils sortent une heure après avec un verdict de culpabilité mitigé par des circonstances atténuantes.

En conséquence, la Cour prononce contre Barraud la peine de sept années de réclusion.

Audience du 29 novembre.

EXTORSION DE SIGNATURE.

Les époux Duret, habitant la commune de Reignac, comparaisant devant le jury sous la grave accusation d'extorsion de signature: ils sont accusés d'avoir, dans la journée du 29 juillet dernier, extorqué par violence ou contrainte la signature du sieur Montigaud, sur un acte contenant une obligation de 1,500 fr.

Duret a quarante-quatre ans à peine, sa femme a une quarantaine d'années environ; tous deux appartiennent à la classe des cultivateurs. Duret est encore dans la force de l'âge; sa taille est élevée, ses épaules larges, sa poitrine bien effacée, et l'on comprend, en le voyant, qu'il a pu inspirer au plaignant Montigaud. Quant à la femme Duret, elle a perdu depuis longtemps la fraîcheur de la jeunesse; ses traits sont durs, son nez large et épate, la mâchoire inférieure avance légèrement sur la mâchoire supérieure. En un mot, elle ne paraît nullement faite pour inspirer des passions.

Voici les faits qui résultent de l'acte d'accusation:

« Le 29 juillet dernier, le sieur Jean Montigaud, demeurant au chef-lieu de la Pierrière de la Poste, commune de Reignac, se présenta devant le maire de cette commune et lui expliqua que, la veille au soir, vers huit heures, le nommé Duret, demeurant au grand bois Lutard, à Reignac, était venu le prier de passer le lendemain à son domicile pour visiter l'un de ses bœufs devenu boiteux. Montigaud s'y était rendu, en effet, le 29 juillet, aussitôt après le lever du soleil; il trouva au logis la femme Duret, qui lui dit que son mari était allé dans un village voisin. Elle l'attira ensuite dans l'écurie qui précède sa chambre sous prétexte de lui dire quelque chose; puis, le saisissant violemment au collet, elle l'entraîna dans un petit chai communiquant à cette écurie. A peine avait-il fait quelques pas dans ce chai qu'il vit avec frayeur Jean Duret sortir tout à coup de derrière les barriques où il s'était blottit et se précipiter sur lui un bâton à la main en s'écriant: « Coquin! ta vie m'appartient, tu mériterais la mort! » Il lui désignait en même temps un de ses enfants qu'il avait fait cacher avec lui, en ajoutant: « Tiens! le reconnais-tu celui-là? » Puis, lui présentant une feuille de papier toute écriée, il finit par lui dire: « Signe cela, ou tu es mort! » Terrifié par ces paroles, Montigaud avait alors apposé sa signature au bas d'un engagement de la somme de 1,500 fr. établi sur la feuille de papier que Duret lui avait présentée.

« Des poursuites furent alors dirigées contre les époux Duret. Duret s'empressa de remettre à M. le juge d'instruction l'engagement de 1,500 fr. écrit de sa main et signé de Montigaud. Il raconta à son tour que, dans la matinée du 29 juillet, Montigaud était venu à son domicile sans avoir été mandé par lui; il lui proposa alors de l'aider à visiter un de ses bœufs qui, à ce qu'il paraît, était boiteux. Montigaud accepta cette proposition; mais Duret, pensant que la présence d'une autre personne était nécessaire pour vaincre la résistance du bœuf qu'il voulait visiter, sortit quelques instants pour aller chercher un voisin. Le réflexion lui vint en chemin, et au lieu de se rendre chez ce voisin, il pénétra par une lucarne dans le chai attenant à son écurie. Ce qui l'avait déterminé à agir ainsi, c'est qu'il se rappelait que, quatre ans auparavant, sa femme lui avait raconté les relations criminelles qui avaient existé entre elle et Montigaud. Elle avait même ajouté que ce dernier était le père du dernier enfant dont elle était accouchée et qu'il lui avait promis 1,500 fr.

« A peine Duret était-il entré dans ce chai qu'il vit Montigaud poursuivant sa femme et cherchant à vaincre sa résistance. C'est alors qu'il se serait élançé sur Montigaud, armé de son bâton, lui reprochant d'avoir introduit un enfant étranger dans sa maison, et de n'avoir pas donné à sa femme ce qu'il lui avait promis. Montigaud répondit alors qu'il était prêt à tenir sa promesse; et, à cet effet, il signa l'engagement de 1,500 fr. que Duret écrivit de sa main, le trouble où se trouvait Montigaud ne lui ayant pas permis de l'écrire lui-même.

« Les résultats de l'instruction et les dépositions des témoins produits aux débats ont démenti la plupart des circonstances relatées dans le récit de Duret. Ainsi il résulte de la déposition d'un ouvrier employé chez Duret, que, dans la soirée du 28 juillet, ce dernier était allé chez Montigaud. La femme de Montigaud a déclaré formellement, elle aussi, que, dans cette soirée, Duret était venu prier son mari de passer le lendemain chez lui pour visiter son bœuf. Enfin Montigaud a dit, dans la matinée du 29, à un témoin qu'il rencontra sur sa route, qu'il allait chez Duret, lequel était venu la veille lui demander de l'aider à faire une opération à l'un de ses bœufs.

« Les soupçons que Duret avait conçus sur la fidélité de

sa femme ne pouvaient avoir la cause que celui-ci leur donne; car la femme Duret déclare positivement qu'elle n'a fait à son mari l'aveu de ses relations avec Montgaud que postérieurement à l'engagement souscrit par ce dernier.

Une circonstance significative trahit d'ailleurs la préméditation arrêtée chez Duret. Montgaud raconte, en effet, qu'après avoir écrit la première lettre de son nom au bas de l'écrit qui lui était présenté, Duret, sortant de sa poche un acte notarié où figurait la signature de sa victime, s'écria aussitôt: « Tu me trompes, tu ne signes pas comme cela, tu signes Jean Montgaud jeune; il faut le faire ainsi. » Montgaud satisfait au désir de Duret, et l'M initiale de son nom se voit en effet ratée sur la pièce incriminée, et établit la vérité de son allégation.

Enfin, il résulte de l'ensemble de ces faits que la femme Duret a prêté son concours à son mari, et que c'est à l'aide de la ruse et de la violence que la signature de Montgaud sur l'engagement de 1,500 francs lui a été arrachée.

Une seule déposition, celle de Montgaud, a présenté quelque intérêt aux débats. Il raconte les faits de la même manière qu'il les a déjà racontés devant le juge d'instruction, et il affirme qu'il n'a jamais eu de relations avec la femme Duret.

Déclarés non coupables, les époux Duret ont été acquittés et immédiatement remis en liberté.

COUR D'ASSISES D'EURE-ET-LOIR.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Pérignon, conseiller à la Cour impériale de Paris.

Audience du 12 décembre.

DÉTournEMENTS. — ABUS DE CONFIANCE.

Un jeune homme d'une physionomie douce, d'une attitude modeste et timide, est amené sur le banc des accusés. Il appartient à une honnête famille de cultivateurs de la Beauce, à laquelle malheureusement il a causé bien des peines par la légèreté de sa conduite et les folles dépenses qu'il a faites. A peine âgé de vingt-sept ans, il en a passé quinze dans les études de notaire; il a occupé tous les grades, depuis celui de petit clerc jusqu'à celui de maître clerc. L'ordonnance de renvoi lui reproche trois abus de confiance, et des réserves sont faites, au cas d'acquiescement, pour le poursuivre devant la police correctionnelle. Voici les faits qui ont motivé sa traduction sur le banc des assises:

Au mois de mai 1852, il entra, comme maître clerc, chez M. Forteau, notaire à Orgères. Il fut renvoyé au mois d'octobre suivant; profitant de l'absence momentanée de son patron, il quitta furtivement l'étude sans rendre compte des fonds que contenait la caisse dont il avait la surveillance. Le relevé des inscriptions de recettes et de dépenses que l'accusé a faites depuis le 27 août 1852 sur des feuilles volantes, malgré les ordres réitérés de M. Forteau qui exigeait pour son étude une comptabilité plus régulière et moins fugitive, a constaté qu'au jour de sa sortie l'accusé était comptable de 1,162 fr. 37 c. Comme la caisse ne contenait que 850 fr., il s'était approprié et avait détourné ou dissipé au préjudice de son patron 312 fr. 37 c. L'accusé a avoué qu'il avait pu exister un déficit dans la caisse, mais il a prétendu qu'il ne le croyait pas aussi considérable. Il a reconnu que, le jour de son départ, il avait pris dans cette caisse, pour se rendre à Chartres, une somme de 40 fr.

Le 2 octobre 1852, M. Forteau lui avait remis une somme de 500 fr., en le chargeant de faire certains paiements à Orléans et de lui rendre compte de l'excédant. Cet excédant s'élevait à 75 fr.; a été détourné par l'accusé qui prétend, mais en vain, avoir restitué cette somme à son patron. A toutes les réclamations élevées par M. Forteau relativement à ces détournements, l'accusé s'abstient de répondre. Son père, auquel M. Forteau s'est adressé, a fait savoir qu'il était las de faire d'inutiles sacrifices pour un seul de ses quatre enfants.

Le 15 février 1854, l'accusé est entré, en qualité de second clerc, chez M. Bisson, notaire à Bruay. Le 8 juillet, il a quitté l'étude en disant qu'il reviendrait, mais il ne reparut plus. Il avait laissé en désordre la caisse qui lui était confiée: il y existait un déficit apparent et incontestable de 172 fr.

L'accusé n'en a pas disconvenu; il a soutenu avoir l'intention d'en indemniser M. Bisson. Mais l'accusé n'avait aucun moyen de faire cette restitution, puisqu'il devait de tous côtés.

Tous ces faits constituaient, au dire de l'accusation, le crime prévu et puni par l'art. 408 du Code pénal.

On entend les témoins. M. Liebert, commissaire de police de Chartres, fait connaître les dettes contractées par l'accusé dans les cafés de la ville.

M. Forteau et M. Bisson sont entendus. Le premier explique qu'il ne croyait pas, quant aux 75 fr. que l'accusé ne lui avait pas remis, qu'il voulait lui en faire éprouver la perte.

M. Bisson ajoute que l'accusé ne tenait pas la caisse dans son étude.

M. Paulin, substitut, soutient l'accusation. M. Doublet de Boisthibault présente la défense de Lambert. C'est l'enfant prodige dans la force du mot, mais ce n'est point un homme qui ait voulu tromper ses patrons. L'avocat lit une lettre que celui-ci écrivait, le 27 novembre, à son frère qui l'a partie de la classe de 1855. Nous y remarquons le passage suivant:

Je suis comme toi, mon cher Léon; j'espère bien me retirer de l'accusation qui j'ose contre moi; pourtant je n'en suis pas sûr, mais j'espère, et cela allège de beaucoup ma tristesse de ce côté-là. Mais d'un autre côté, en admettant que je sois acquitté, où irai-je? Que fera-t-on de moi?... Je m'engageai, oh! oui, si je le puis, je le ferai pour toi, mon cher Léon, compensez-moi; mais si je suis condamné, oh! alors, plus d'engagement, ma résolution est prise: j'irai, en sortant de subir ma peine, me renfermer dans un couvent de la Trappe; je quitterai ce monde avec lequel je ne veux plus avoir aucun contact. Une fois dans ce cloître, je serai heureux. La seule peine que j'aurai sera de ne plus jamais vous voir. Je sais bien que tu, mon cher Léon, cela te causera bien de la peine, mais tu es si bon que tu aimeras mieux me voir là que malheureux ailleurs.

Le jury résout affirmativement la première question et négativement les autres. Il admet des circonstances atténuantes.

La Cour condamne Lambert à quinze mois de prison.

CHRONIQUE

PARIS, 16 JANVIER.

La Cour d'assises, présidée par M. le conseiller Haton, a excusé pour la présente session de janvier, MM. Desfourbet, propriétaire, et Sardaillon, médecin, pour maladie et infirmité justifiées. Il a été sursis à l'égard de M. Courtin, qui a fait parvenir un certificat de maladie. Le nom de M. Bourgeois, décédé, a été rayé de la liste du jury.

— Le Tribunal correctionnel a condamné aujourd'hui:

Le sieur Cotte, crémier, 48, faubourg Saint-Honoré, à 25 fr. d'amende, pour déficit de 5 grammes de beurre sur 125 vendus; — Le sieur Collaur, marchand de vin à Montmartre, boulevard Rochechouart, 84, à six jours de prison et 25 fr. d'amende, pour déficit de 10 centilitres de vin sur un litre vendu; — La femme Milcent, marchande de vin à Charonne, boulevard de Montreuil, 44, à 30 fr. d'amende, pour déficit de 10 centilitres de vin sur un litre vendu; — Le sieur Néel, épicer, 22, faubourg Poissonnière, par défaut, à trois mois de prison et 30 fr. d'amende, pour avoir faussé ses balances en suspendant à l'un des bras de cet instrument un poids d'un demi-kilogramme; — Le sieur Pezet, marchand de combustibles, 2, rue des Trois-Bornes, à trois jours de prison et 16 fr. d'amende, pour déficit de 2 kilos 75 hectos de bois sur 25 kilos vendus; — Le sieur Pouvrele, marchand de vin à Charonne, boulevard Montreuil, 16, à trois jours de prison et 20 fr. d'amende, pour déficit de 12 centilitres de vin sur un litre vendu; — Le sieur Villard, marchand de vin à St-Mandé, cours de Vincennes, 32, à dix jours de prison et 25 fr. d'amende, pour deux déficits, ensemble 40 centilitres de vin sur 2 litres vendus; — Et le sieur Schaeider, marchand de vin à Belleville, 98, boulevard des Amandiers, à six jours de prison et 25 fr. d'amende, pour déficit de 20 centilitres de vin sur 2 litres vendus.

— La salle d'audience de la 7^e chambre correctionnelle était pleine, aujourd'hui, d'Auvergnats porteurs d'eau et charbonniers, à propos d'un délit d'usage habituelle imputé à deux de leur compatriotes, le sieur Védalin, charbonnier à Passy, barrière Longchamps, 64, et Clermont, autre charbonnier, avenue Montaigne, 38. Suivant la plainte déposée par le sieur Godefryn, également Auvergnat et charbonnier, Vidalin serait l'escompteur et le prêteur à gros intérêts, Clermont serait le compère auquel Vidalin passe les billets escomptés.

A cette plainte Godefryn a joint une liste de trente-six Auvergnats victimes de l'avidité des deux banquiers.

Depuis deux ans qu'il faisait des affaires avec Vidalin, Godefryn ne s'était pas plaint, le taux de l'escompte n'ayant pas dépassé 10 pour 100, mais Vidalin lui ayant réclamé 30 fr. d'intérêts sur 200 fr., qui à 6 pour 100 auraient produit 2 fr. 65 c., cet escompte lui parut par trop exagéré et il porta plainte.

L'enquête à laquelle il a été procédé a démontré les faits d'usage habituelle signalés par lui.

Dans une perquisition faite aux domiciles de Vidalin et de Clermont, il a été saisi un grand nombre de billets escomptés par eux. L'importance de ceux saisis chez Vidalin s'élève à plus de 36,000 fr.

La série des faits recueillis s'est trouvée tout-à-coup interrompue. Effrayé par les développements de l'instruction dirigée contre lui, Vidalin se hâta de faire signer à un certain nombre d'Auvergnats avec lesquels il avait fait des affaires une déclaration aux termes de laquelle ils affirment que Vidalin ne leur a jamais pris plus de 6 pour 100.

Cette déclaration s'est trouvée, à l'égard de plusieurs d'entre eux, en désaccord avec des titres saisis; la plupart, du reste, ont fini par avouer qu'ils avaient signé une déclaration de complaisance.

Vingt-cinq témoins, qui ont donné à l'escompte des billets à Vidalin, ou qui lui ont emprunté de l'argent, étaient cités; vingt seulement se sont présentés; l'intérêt qu'ils ont payé varie de 7 à 15 p. 100.

Trahi par la femme même avec laquelle il vit, qui, en voyant arriver le commissaire de police, s'écria: « Je savais bien que cela arriverait un jour; je l'ai dit souvent, c'est une juste punition! » Vidalin n'oppose que de faibles dénégations; il escomptait, dit-il, des billets à trois et quatre ans d'échéance à raison de 5, 6 et 7 p. 100, vu les chances de pertes; il exposait son argent; quand il prenait un taux plus élevé, c'est que les chances de pertes étaient plus grandes.

Le Tribunal l'a condamné à trois mois de prison et 5,000 fr.

La prévention n'étant pas justifiée à l'égard de Clermont, le Tribunal l'a renvoyé des fins de la plainte.

— Prosper Gillois est sur le déclin de la vie; il n'a ni femme ni enfants, ni neveux ni nièces, ni cousins ni cousines; toutes ses affections, il n'a à les reporter que sur son fils, enfant dont, il y a cinq ans, il a répondu devant Dieu, et dont il lui faut répondre aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel.

A chaque nouvelle année, le bon parrain est bien embarrassé, car il est aussi pauvre de fortune que de parenté, et il n'a jamais rien à offrir en étrennes à son fils. Il y a deux ans, il avait feint un voyage; l'an dernier, il avait fait le malade; cette année, il était donc à bout de stratagèmes: il fallait trouver des étrennes ou rompre avec son fils, rompre avec toute une famille, la seule au foyer de laquelle il pût quelquefois s'asseoir. Il trouva donc et donna des étrennes, et quelles étrennes! le plus millionnaire des millionnaires n'oserait en offrir de pareilles, non pour la valeur intrinsèque du présent, mais pour ce qu'il doit coûter au malheureux parrain.

Deux oranges et quatre pralines, voilà le présent! un mois de prison, voilà le prix! car en choisissant ses deux oranges et ses quatre pralines, le père Gillois avait oublié de les payer à la marchande, et quand la marchande lui en avait demandé le prix, il avait oublié qu'il n'avait pas d'argent.

En témoignage de la sincérité de son récit, le père Gillois a amené à l'audience son fils, escorté de son père et de sa mère. Tous ont déclaré que Gillois était un honnête homme, dont la probité n'avait pu être mise en défaut que par son amour pour son fils.

La marchande d'oranges a compris, et elle était prête à donner son désistement, quand elle est rappelée à elle-même par trois enfants qui la tirent par la robe.

M. le président: Ces enfants sont à vous?

La marchande: Eh! oui; voilà ce qui vous entortille! Si on avait pas tant de marmaille, de temps en temps on pourrait se laisser voler une orange et une pincée de pralines par des pauv' vieux qu'on des fileuls; mais avec tout ça, si je rapporte pas de pain à la maison, les enfants me font la vie... et alors on devient plus sévère, et on en pince un pour servir d'exemple aux autres. Pas moins, pour le vieux d'aujourd'hui, ça me fera plaisir si vous voulez y aller en douceur.

Comme nous l'avons fait pressentir plus haut, en présence du délit établi et de l'aveu du pauvre parrain, il a été condamné à un mois de prison.

— « Otez votre tablier. » Ceci n'a l'air de rien, mais en langage de boucherie, adressé à un étalier, ces trois mots atteignent des proportions gigantesques; c'est comme si on disait à un officier: « Remettez-moi votre épée. » A un capitaine de vaisseau: « Amenez votre pavillon. » Au dire de Louis Ernest, surnommé le beau brun, le bel étalier, il aurait subi cet affront; son patron lui aurait dit: « Otez votre tablier, » et il aurait accompagné cette injure d'un geste qui la rendait cent fois plus sanglante. C'est ce qui, suivant l'étalier, motive sa plainte en voies de fait portée contre son patron devant le Tribunal correctionnel.

Ai-je la parole? demande le maître boucher, petit homme sanguin et pétulant.

M. le président: Vous répondrez quand le plaignant aura fait sa déclaration.

L'étalier: O! n'est pas louis d'or, on ne p'ait pas à tout le monde. Quand on ne convient pas à un patron,

c'est à lui à vous dire poliment de f... le camp sans vous humilier devant la pratique.

M. le président: Eh bien! dites quelle humiliation vous avez subie.

L'étalier: J'étais à servir une pratique; le patron trouve que je n'allais pas à son idée, il m'arrache la viande de la main, et me dit comme à un infirme: « Otez votre tablier. »

Le patron: C'est vrai! c'est vrai! je ne vais jamais à l'encontre de mes paroles. Je lui ai dit la chose qu'il dit, parce que, voyez-vous, ça me crispait de le voir travailler, ça me faisait mal, ça m'aurait donné un coup de sang.

M. le président: Laissez déposer le plaignant, car jusqu'ici nous ne voyons pas de délit.

L'étalier: A ce qu'il paraît que le patron a trouvé que je n'étais pas assez vite son tablier, car il me l'a arraché du dos en cassant les cordons, et je suis resté dans le milieu de la boutique, sans mon fusil (instrument de boucher pour aiguiser les couteaux) et sans mon tablier, absolument comme un être dégradé. C'est mon idée que les étaliers doivent pas être traités semblablement par les patrons, autrement, au lieu de venir ici, je lui aurais envoyé quelque chose, yu qu'il n'est pas lourd.

Le patron: Avez-vous fini? bien! C'est que, pour comprendre la chose, il faut savoir ce que c'est que la boucherie. Voyez-vous, la boucherie, c'est un commerce coquet, élégant: si vous avez dix ou douze dames dans la boutique, il s'agit pas de bien couper sa viande, de bien la peser, de servir chacune à son tour; il faut être gentil pour toutes ces dames, parler à l'une, dire un petit mot à l'autre, faire de l'œil à droite et à gauche, glisser au milieu de toutes ces dames comme un papillon, de manière que chacune croit qu'on s'occupe d'elle. Le jeune homme en question sait couper la viande; il sait couper, mais ça n'est pas gentil, ça n'est pas élégant, ça n'est pas délicat; ça va son bonhomme de chemu comme si ça distribuait des contremarques aux Funambules.

L'étalier: Vous m'auriez pas donné 30 francs par semaine si je ne savais pas travailler.

Le patron: Vous savez travailler, si, mais sur la viande, et pas sur les pratiques; vous n'êtes pas assez éclatant pour les grands quartiers.

M. le président: Reconnaissez-vous la violence dont vous accuse le plaignant?

Le patron: J'ai de la pétulance, oui; mais de la violence, jamais. Voyant qu'il ne pouvait dénouer le cordon de son tablier, qu'il était noué derrière les épaules, comme ça se pratique dans notre partie, j'ai porté ma main aux cordons pour l'aider; le cordon était mal cousu apparemment, et il m'est resté dans la main.

Les témoins que fait entendre le plaignant n'en disent pas davantage que le patron qui, en l'absence de tout délit, a été renvoyé de la plainte, sans dépens.

— Voilà ce que c'est que de manger de l'oie; ceci n'est en aucune façon une attaque à la réputation de cette volaille qui, certes, a bien son mérite; d'abord elle a sauvé le Capitole, ensuite beaucoup de cordonniers en mangent, à ce double titre elle a droit aux égards. Voilà ce que c'est que de manger de l'oie, est une simple morale à l'adresse de M^{me} Gousselon, portière, qui a un goût immodéré pour la chair de cet animal, goût tellement prononcé que, pour le satisfaire, elle contracte des dettes, notamment envers sa blanchisseuse.

Aux fournisseurs qui viennent chaque jour l'assailir, elle répond que la misère est grande, que c'est la gueue d'argent est d'un rare inépuisable, que les locataires sont tous des cancreaux qui ont fait supprimer le sou pour livre, qui se chauffent au charbon de terre pour ne pas donner la bûche à leur portier, qui rentrent aux heures les plus indusées et ne paient pas l'amende.

A sa blanchisseuse aussi elle donne ces raisons; mais comme elle lui donne en même temps son linge, la blanchisseuse voit sur les serviettes des traces qui trahissent chez la mauvaise débitrice les habitudes pantagruéliques les plus fréquentes et les plus abondantes: des taches de graisse et de sauce.

Or, c'est par suite d'une reproche d'intempérance que cette blanchisseuse a fait à M^{me} Gousselon, qu'est survenue une avanie qui amène aujourd'hui cette portière devant le Tribunal correctionnel, sous prévention de voies de fait.

« C'est un peu drôle, dit la prévenue avant que l'affaire ne soit appelée, c'est un peu drôle, dit elle à ses voisins, qu'à présent le pauvre monde ne puisse plus manger la substance qui leur convient sans qu'on vienne y fourrer son nez, et dire: « Mam' Gousselon mange de la volaille par ci, mam' Gousselon mange du dindon par-là, et patati et patata. Et que que ça vous regarde? d'ailleurs, m'avez-vous vu en manger? »

La blanchisseuse: Pardieu, avec ça que vous venez me chercher quand vous en mangez.

La portière: Fallait donc le dire, ma biche, je vous aurais envoyé une invitation par mon grô homme.

Pendant ce colloque à demi-voix, on appelle l'affaire.

La blanchisseuse: Monsieur le juge, je viens me plaindre des brutalités de madame, qui n'a-z-aucune espèce d'éducation et qui me fait l'effet d'avoir été élevée dans une écurie.

M. le président: Expliquez simplement les faits, ou je vais vous retirer la parole; cette femme vous a frappé?

La plaignante: Oui, monsieur le juge, d'un coup de castrolle qu'elle avait à la main; et ça, parce que je lui disais: « Madame, quand on doit des mille et des cents à sa blanchisseuse, on ne se gave pas, tous les jours que Dieu fait, de volailles comme vous en abusez en abondance, au point que toutes vos serviettes sont pleines de graisse. »

La portière: Faudrait peut-être manger des trognons de pommes et du mou?

La plaignante: Ce que j'en dis n'est pas ce que j'en pense; que madame mange de l'oie, du dindon, de l'éclairant, du rhinocéros, qu'elle s'en bourre, qu'elle en crève si elle veut, ça m'est bien égal, pourvu qu'elle me paie; mais je dis que quand on a plus de dettes criantes sur la tête qu'on n'a de cheveux sur le dos, c'est-à-dire... heu, non... au contraire... je m'entends... on ne se foure pas des oies toute la semaine entre le nez et le menton. Oh! mam' Gousselon est connue pour son bec fin!

M. le président: Voyons, femme Gousselon, reconnaissez-vous avoir frappé cette femme?

La prévenue: Je suis incapable de mentir; d'ailleurs, il y avait plus de cinquante personnes à la porte qui l'ont vu, je ne le renie pas; mais madame m'a injurié de vieille goullafre, voilà! Qu'on me condamne, c'est bien, j'irai dans les bois manger des glands et des marrons d'Inde; qu'est-ce que vous voulez?

Le Tribunal condamne la portière à huit jours de prison et 25 fr. d'amende.

— Par un ordre du jour de M. le maréchal commandant en chef l'armée de Paris et la 1^{re} division militaire, le sieur Charles, sergent-major du 67^e régiment de ligne, décoré de la médaille militaire, a été nommé juge près le 2^e Conseil de guerre permanent de la division, en remplacement du sieur Glassier, sergent-major au 63^e régiment, promu au grade d'adjudant sous-officier.

— Hier, vers deux heures de l'après-midi, les locataires de la maison rue Château-Landon, 5, ont été mis en alerte par une épaisse fumée qui s'échappait d'un loge-

ment au 5^e étage, occupé par les époux A..., qui étaient absents en ce moment. On s'empressa d'enfoncer la porte et de pénétrer à l'intérieur, et l'on vit que le lit était tout en feu. A une faible distance du foyer de l'incendie, on trouva, étendus sans mouvement sur le carreau et ne donnant plus signe de vie, un petit garçon de quatre ans et une petite fille de trois ans. On les enleva et on les porta en toute hâte chez un pharmacien qui parvint à rappeler la petite fille à la vie. Quant au petit garçon, l'asphyxie était complète, et il avait cessé de vivre.

D'après l'enquête qui a été ouverte immédiatement, on pense que les enfants, en l'absence de leurs parents, se seront amusés à remuer le feu d'un poêle en fonte qui se trouvait dans la chambre, et quelques chûnelles, en volant sur la paille du lit, l'auront accidentellement embrasée.

Bourse de Paris du 16 Janvier 1855.

Table with 2 columns: Instrument type and Price/Rate. Includes Au comptant, Fin courant, etc.

AU COMPTANT.

Table with 4 columns: Instrument type, Price, Plus bas, Plus haut, Dern. cours. Includes FONDS DE LA VILLE, OBLIGATIONS, VALEURS DIVERSES, etc.

A TERME.

Table with 4 columns: Instrument type, Price, Plus bas, Plus haut, Dern. cours. Includes 3 0/0, 4 1/2 0/0, etc.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Station/Line and Price. Includes Saint-Germain, Paris à Caen, etc.

Dans notre numéro du 9 janvier courant, nous avons publié le compte-rendu d'un jugement du Tribunal de commerce qui déclarait nul le traité intervenu entre la direction du Théâtre-Italien et l'administration des bals.

Par suite d'une nouvelle convention intervenue entre les parties, la fête annoncée pour le 10 a eu lieu, et la société des bals prépare pour ce soir mercredi sa deuxième fête masquée et dansante. L'éclairage doit être féérique, les décorations splendides; enfin tout est réuni pour attirer Paris entier à ces bals. L'orchestre sera conduit par Musard.

The Protector, compagnie anglaise, 15, rue Drouot, Paris. Rentes viagères: 60 ans, 10 fr. 35 c. 0/0; — 65 ans, 12 0/0; — 70 ans, 15 0/0; — 75 ans, 19 0/0; — 80 ans, 24 0/0.

— MM. MEYER frères, rue Lepelletier, 9, assurent contre les chances du tirage au sort. Classe 1854.

— OPÉRA. — Aujourd'hui mercredi, la 4^e représentation de la Fonti, avec M^{me} Rosati. On commencera par le Philire.

— OPÉON. — Le drame d'Alex. Dumas: la Conscience, avec Laferrière et Tisserant, et la piquante comédie de M. Vierge, Molière enfant, avec M^{lle} Bérandère, Grangé, MM. Kime et Léon, composent le plus ravissant spectacle qu'on puisse voir.

— THÉÂTRE-LYRIQUE. — Jeudi, le Muletier de Tolède, opéra-comique en 3 actes, de M. Adam, dont Marie Cabel remplit le principal rôle avec un succès immense. Vendredi, la première représentation de Robin des Bois.

— VARIÉTÉS. — Le Diable, vaudeville en deux actes, par Arnal, Numa et Leclère; Zamor et Grouffée, par M^{lle} Scriwaneck; Un Puits mitoyen, par Kopp; et Un Oncle aux carottes, par Kopp et M^{me} Eugène Laurent.

SPECTACLES DU 17 JANVIER.

OPÉRA. — La Fonti, le Philire. FRANÇAIS. — La Cézarine. OPÉRA-COMIQUE. — L'Étoile du Nord. THÉÂTRE-ITALIEN. — Molière enfant, la Conscience. THÉÂTRE-LYRIQUE. — Schalababam II, Roman de la Rose. VAUDEVILLE. — Les Parisiens, la Petite Cousine. VARIÉTÉS. — Puits, Zamor, le Diable, Un Oncle aux carottes. GYMNASSE. — L'École des agneaux, le Chapeau, le Compagnon. FOLIES-ROYAL. — Binettes, Loup de Mer, Héritage de ma tante. PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Comte de Laverne. AMBIGU. — Pailleuse. GAITE. — Les Cinq cents Diabes. THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CIRQUE. — Les Conquêtes d'Afrique. COMTE. — Prologue, Médecine, Pulcinello, Jonas, Fantasmagorie. FOLIES. — Rosière, Fille d'un militaire, Nous marions papa. DÉLASSEMENTS. — La Dame, Voilà ce qui vient de paraître. BEAUMARCHAIS. — Relâche. LUXEMBOURG. — Voilà ce qui vient de paraître. CIRQUE NAPOLÉON. — Soirées équestres tous les jours. ROBERT-HOUDIN (boulevard des Italiens, 8). — Tous les soirs à huit heures. DIORAMA DE L'ÉTOILE (avenue des Ch. Elysées, 73). — Tous les jours, Bataille de Marengo et Bombardement d'Odessa.

SOUS PRESSE:

TABLE DES MATIÈRES

DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX. Année 1854.

Prix: Paris, 6 fr.; départem. ens, 6 fr. 50 c.

Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay du-Palais, 2.

Imprimerie de A. Guyot, rue Neuve-des-Mathurins, 18.